D'une vague à l'autre

Aurélie Lanctôt

Numéro 331, été 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95759ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lanctôt, A. (2021). D'une vague à l'autre. *Liberté*, (331), 5–5.

D'une vague à l'autre

La maison, à la fois unité imaginaire et concrète, est une des images fortes de la pandémie. La maison qui craque et qui rassure, la maison qui étouffe, où le silence est impossible, mais qu'elle soit havre ou calvaire, la maison reste un pilier de notre existence limitée. Je me souviens de mon premier café sur le balcon cette année ; c'était au début du mois d'avril, je crois, une matinée exceptionnellement douce. J'étais assise sur une chaise croche, entre les balais, le recyclage et les bacs à fleurs vides, avec une vue sur les détritrus révélés dans la ruelle par la fonte des neiges. Je me souviens de m'être dit : au moins, il y a ça, la maison – sous la forme d'un appartement, mais quand même. Enfin une chose qui ne vacille pas.

Sauf que le capitalisme nous joue présentement un tour sournois, en nous apportant, avec la troisième vague de contagion, une vague de surenchère immobilière et d'évictions de locataires, et ce, partout au Québec. Chez nous, le printemps est arrivé en même temps qu'une pancarte « À vendre » qu'on est venu accrocher sur mon balcon, sans égard ni préavis. « Enfin une chose qui ne vacille pas », je disais... Mais on sait tous ce qu'il advient des locataires lorsqu'un immeuble se vend à un prix purement spéculatif.

La crise du logement, que les chiffres révèlent très clairement, et quoi qu'en dise l'actuelle ministre de l'Habitation, Andrée Laforest, se superpose désormais à la crise sanitaire. Il y a plusieurs années déjà que cette crise s'annonce : des taux d'inoccupation extrêmement bas, une hausse constante des loyers (ce que l'on découvre en épluchant les petites annonces, puisque les données officielles, notamment celles de la Société canadienne d'hypothèques et de logement – SCHL –, dressent un portrait beaucoup moins sombre qu'il ne l'est réellement), rénovictions, gentrification des quartiers, retards dans la livraison de logements sociaux...

Lors du recensement de 2016, près de 245 000 ménages locataires disaient éprouver des besoins impérieux en matière de logement. En 2020, un nombre record de locataires se sont retrouvés sans logement au premier juillet. Des campements improvisés sont apparus à Montréal, où se sont rassemblés des évincés et des précaires en tous genres – un phénomène caractéristique des villes rongées par la spéculation immobilière et la gentrification, qui avait jusque-là été évité chez nous. Cette année, la situa-

La crise du logement, quoi qu'en dise l'actuelle ministre de l'Habitation, se superpose désormais à la crise sanitaire.

tion s'est encore envenimée. Les municipalités ont épuisé leurs leviers pour freiner la hausse des loyers, le gouvernement provincial refuse d'intervenir sur le marché, et le gouvernement fédéral détourne le regard, en lançant au mieux quelques piastres à gauche et à droite pour le logement social.

À Montréal, on annonçait en 2021 une hausse des taux d'inoccupation en raison de la pandémie : des logements utilisés pour la location à court terme sont retournés sur le marché de la location à long terme, d'autres se sont libérés parce que des étudiants étrangers sont rentrés chez eux, plusieurs ménages ont déserté la ville pendant la pandémie – donc plus de place, en principe. Sauf qu'en réalité, les logements abordables, le nerf de la guerre, sont plus rares que jamais.

Toute la classe propriétaire se précipite pour vendre ses avoirs sur un marché favorable à la surenchère, alors que la demande est extrêmement forte, faisant grimper le prix des propriétés partout sur le territoire du Québec – la généralisation du télétravail ayant convaincu bon nombre de gens de se tourner vers les régions, sans considération pour la pression que cela exerce sur les communautés.

Ainsi, pendant que, dans les rues de Montréal, on voit se hisser partout les pancartes « À vendre », tels des pavillons annonçant la fortune des uns et l'angoisse des autres, la crise du logement locatif se répand jusque dans les régions éloignées. En Gaspésie, par exemple, on rapporte qu'il est de plus en plus difficile de trouver des logements à l'année, puisque, la saison venue, on contraint les locataires à plier bagage pour louer à grand prix aux touristes. Tout comme il est risqué d'organiser le développement des régions du Québec autour de l'extraction des ressources naturelles, n'est-il pas périlleux de s'en remettre à la frénésie immobilière et à la mode néorurale du moment ?

À envisager le logement avant tout comme un bien, comme une marchandise, nous avons oublié comment habiter le territoire en tissant entre nous des liens forts, et en reconnaissant à tous et à toutes le droit de planter ses racines quelque part, sans être constamment inquiété par la spéculation immobilière. Sur les formes d'habitation coopératives et solidaires, il faut d'ailleurs lire le reportage de Camille Toffoli, publié dans ces pages. Il y a un peu de cette inquiétude liée au logement – de plus en plus généralisée – derrière le dossier que nous présentons dans ce numéro. En tournant notre regard vers la forêt et les formes de vie plurielles qu'elle abrite, peut-être pourrions-nous tirer quelques leçons, apprendre à construire des collectivités plus justes, plus riches et plus résilientes ?

— Aurélie Lanctôt